Murat : finances de la commune

Commune · Cantal (15) · 1 859 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Murat affichait un encours de dette de 2,3 M€, soit 1 213 € par habitant, une épargne brute égale à 36 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,5 ans.

Dette par habitant
1 213 €
2,3 M€ au total

Capacité de désendettement
1,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
36 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 417 € / hab.
2,6 M€ au total

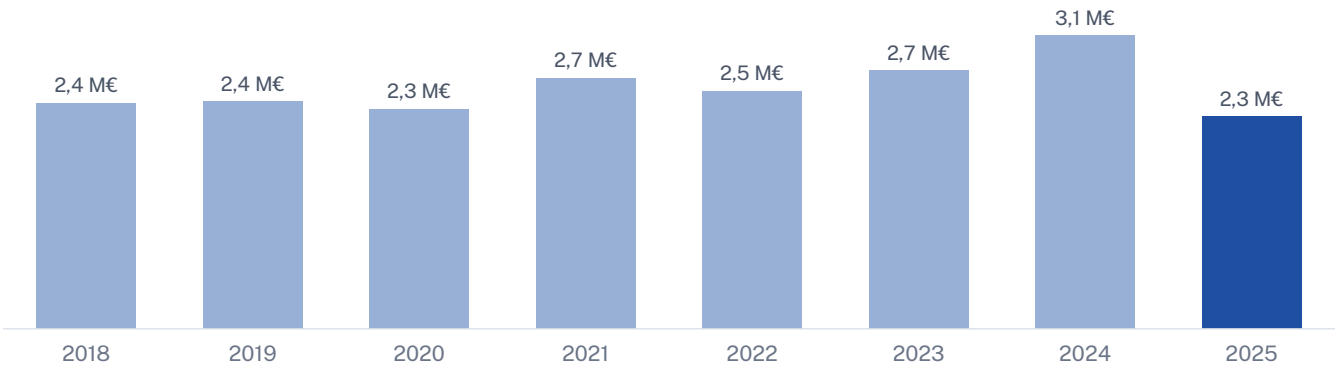
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 417 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	38,6 %	547 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	36 %	798 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 213 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	595 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	862 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 2,4 M€ en 2018 à 2,3 M€ en 2025 (-6 %). Valeur la plus haute : 3,1 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2,4 M€	21,1 %	4,1 ans	1,6 M€
2019	2,4 M€	21,4 %	3,9 ans	1,1 M€
2020	2,3 M€	20,4 %	3,8 ans	772 k€
2021	2,7 M€	19,6 %	4,9 ans	1,1 M€
2022	2,5 M€	15,1 %	5,8 ans	1,4 M€
2023	2,7 M€	7,3 %	12,5 ans	2,1 M€
2024	3,1 M€	19,4 %	5,2 ans	2,5 M€
2025	2,3 M€	36 %	1,5 ans	1,1 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Murat	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 213 €	596 €	+103,6 %
Impôts locaux par habitant	862 €	682 €	+26,3 %
Frais de personnel par habitant	547 €	464 €	+17,7 %
Investissement par habitant	595 €	262 €	+126,8 %
Taux d'épargne brute	36 %	15,9 %	
Capacité de désendettement	1,5 ans	2,6 ans	

Jumelles : Bessé-sur-Braye (72), Beaumontois en Périgord (24), Kerlouan (29), Cosne-d'Allier (03), Orval (18), Fursac (23), Cercy-la-Tour (58), Craponne-sur-Arzon (43), Loir en Vallée (72), Chabanais (16). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 016	1 859	−7,8 %	−1,6 %
Dette par habitant	1 198 €	1 213 €	+1,3 %	−7 %
Impôts locaux par habitant	708 €	862 €	+21,8 %	+22 %
Frais de personnel par habitant	497 €	547 €	+9,9 %	+20,6 %
Taux d'épargne brute	21,4 %	36 %	+14,6 points	−0,3 point
Capacité de désendettement	3,9 ans	1,5 ans	−2,4 ans	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		4 715 €		4 267 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Murat	Comparaison
Habitants (2023)	1 770	−13,2 % depuis 2012 (département : −2,2 %)
65 ans ou plus (2023)	37,6 %	département : 29,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,3 pour 100 habitants	département : 2,2
Salariés du secteur privé (2025)	551	+9,3 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	172	−23,6 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	108,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

650 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 1 130 emplois, soit 168 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,8 %	9,3 %	1,3 %	2,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11,4 %	8,3 %	6,6 %	9,3 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	15,1 %	9 %	20,1 %	9,1 %
Professions intermédiaires	18,2 %	22,1 %	26,4 %	23,1 %
Employés	30,3 %	28,8 %	26,1 %	30,8 %
Ouvriers	21,2 %	22,4 %	19,5 %	25,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Auvergne-Rhône-Alpes

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	59 090	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	58 490	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	56 510	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	50 710	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	50 250	1,4 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	45 240	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	44 710	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	39 960	1,1 %
Conducteurs de poids lourds	39 490	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	39 470	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	36 930	1 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	36 680	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Cantal (15)) : 4 541 au moins, dont 57,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	332	38,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	307	29,6 %
Employés de l'hôtellerie	269	32,7 %
Aides-soignants	176	77,8 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	170	88,2 %
Agents d'entretien de locaux	169	73,4 %
Maraîchers et horticulteurs	151	83,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Maçons qualifiés	147	100 %
Cuisiniers	141	60,3 %
Ouvriers mécaniciens de véhicules	97	58,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Murat
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	920 k€ pour 20 projets
Par habitant	495 € (communes de même taille : 210 € ; département : 771 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	24,6 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	284 k€ pour 1 aide

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	travaux du coeur de ville 3ème tranche	106 739 €
2025	DETR	Renovation des entrees de ville	80 784 €
2024	DETR	Rehabilitation urgente du gymnase	47 833 €
2024	DETR	Renovation energetique et rehabilitation hotel de ville - tranche 2	15 614 €
2023	DETR	création d'une passerelle et des ouvrages bois du jardin de la petite enfance au centre Léon Boyer	13 556 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.